

*Le budget—M. Redway*

Depuis septembre 1984, la situation change énormément. Je n'ai pas besoin de vous rappeler, monsieur le Président, que le taux de chômage au pays a baissé de façon marquée; il est passé de quelque 12 p. 100 à 8,1 p. 100. Je m'inquiète de la situation économique au Canada dans son ensemble, mais je suppose qu'il est tout à fait naturel que je me préoccupe davantage de ma circonscription où l'on peut pratiquement parler de plein emploi à l'heure actuelle, alors qu'il n'y a pas si longtemps, la situation de l'emploi était catastrophique au point de se rapprocher beaucoup de ce qu'on a connu lors de la crise des années 1930. Le taux de chômage dans ma circonscription de la région métropolitaine de Toronto est d'environ 4 p. 100 et peut-être même moins. Les économistes ont toujours considéré qu'un taux de chômage de cet ordre équivaut pratiquement au plein emploi, car il y a toujours des gens qui changent d'emploi, même en période de vaches grasses.

Il suffit de visiter l'une des entreprises de l'endroit ou de regarder les vitrines des magasins pour se rendre compte que ma circonscription profite pratiquement du plein emploi. En effet, on y voit inévitablement des affiches proposant des emplois et les journaux de la région regorgent d'offres d'emploi.

Je ne veux surtout pas laisser entendre que c'est la même chose dans tout le Canada, mais la situation s'est sensiblement améliorée et, pour ma part, je pense que nous le devons en très grande partie au gouvernement.

Le gouvernement n'a pas obtenu ces résultats en créant des emplois lui-même. Il l'a fait en favorisant un climat propice à la création d'emplois par le secteur privé. Dans son discours, le ministre a mentionné certaines des raisons pour lesquelles le secteur privé a réussi à créer ces emplois. Il a parlé de la déréglementation dans les secteurs de l'énergie, des transports et des services financiers. Il a parlé de la nouvelle loi sur la concurrence qui a modernisé notre loi relative aux enquêtes sur les coalitions, qui n'avait pas été modifiée en profondeur depuis 20 ou 30 ans. Le gouvernement a mis en vigueur une nouvelle loi sur la concurrence et cela a contribué au climat qui nous a permis de créer des emplois et d'améliorer sensiblement la situation de l'emploi.

En outre, le gouvernement a privatisé bon nombre de sociétés d'État et d'autres organismes. La fin de semaine dernière, nous avons entendu parler de certains problèmes au Manitoba où l'on a accusé la société d'État qui s'occupe de l'assurance-automobile de ne pas être équitable ou de ne pas bien faire son travail. Certains disent que cela prouve que les gouvernements devraient cesser de s'occuper des affaires et les laisser au secteur privé. Si c'est ce qui se passe sous un gouvernement néo-démocrate au Manitoba, il est logique de conclure que la privatisation à l'échelon fédéral a aussi aidé à stimuler l'économie.

Un autre facteur qui a aidé à créer un climat susceptible d'améliorer la conjoncture économique a été la nouvelle orientation de la politique en matière d'investissements adoptée par

Investissement Canada. Nous pourrions bientôt examiner l'ensemble des réformes fiscales présentées par le ministre des Finances à la Chambre il y a quelques mois. C'est un aspect de la situation économique qui s'est amélioré sensiblement grâce aux politiques du gouvernement et du ministre des Finances.

Il y a aussi la question de l'inflation. Avant les élections en 1984, nous avions une inflation galopante au Canada. J'étais en politique à l'échelon municipal à l'époque et le taux d'inflation augmentait de façon dramatique. Nous avons dû songer à verser des primes d'inflation à nos employés pour compenser le taux d'inflation parce que nous savions qu'ils ne pouvaient pas subsister avec les salaires qu'ils recevaient avant que le taux d'inflation commence à monter brusquement.

Je me rappelle que, quand nous avons voulu verser cette prime aux travailleurs syndiqués de notre municipalité, il y avait eu beaucoup de problèmes parce que l'employeur voulait verser l'argent sans entamer de négociations avec les syndicats. Ceux-ci s'opposaient à ce que l'employeur accorde une augmentation à leurs membres sans qu'ils aient eu leur mot à dire. Voilà ce qui se passait avant 1984 pendant cette période dramatique d'inflation galopante.

La situation a changé depuis que le gouvernement est au pouvoir. L'inflation n'a certes pas disparu, mais elle s'est stabilisée à un niveau nettement inférieur à celui qu'il avait atteint avant 1984. Nous avons maintenant l'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis qui contribuera à éviter les fortes hausses de prix et à maintenir le taux d'inflation à un faible niveau. C'est la première fois qu'un gouvernement fédéral met en oeuvre un programme constructif qui contribuera à enrayer l'inflation et à empêcher les hausses excessives de prix. C'est ce que les personnes à revenus fixes réclament désespérément depuis des années.

Je reçois constamment des appels et des lettres de personnes âgées de ma circonscription qui se plaignent de l'augmentation du taux d'inflation que nous connaissons actuellement même s'il est faible par rapport à celles du début des années 80. Je reçois continuellement des lettres et des plaintes à ce sujet. C'est la première fois qu'un gouvernement prend une initiative constructive pour enrayer le taux d'inflation grâce à l'accord de libre-échange.

● (1650)

Nous avons entendu parler cet après-midi du déficit qui existait avant 1984. Nous savons que lorsque le gouvernement est arrivé au pouvoir, avec la totalité des recettes gouvernementales, il manquait encore près de 40 milliards pour couvrir toutes les dépenses. Comme l'a dit mon collègue néo-démocrate, il s'agit de milliards de dollars. Cela fait beaucoup d'argent. Ce déficit n'a pas été supprimé, personne ne le prétend un seul instant mais le déficit annuel est inférieur de dix milliards à ce qu'il était lorsque le gouvernement actuel est arrivé au pouvoir.